

# Atome contre réchauffement du climat : Mythes et Mensonges

vendredi 24 novembre 2006, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 16 novembre 2006).

**En France, les trois postulants du PS pour l'élection présidentielle ont reçu un courrier du Réseau « Sortir du nucléaire » leur demandant de se prononcer sur le nucléaire en général et, tout particulièrement, sur la construction du nouveau réacteur nucléaire EPR, prévu à Flamanville (Manche).**

En annexe à ce courrier, le Réseau leur a fourni un document qui conteste l'aptitude du nucléaire à réduire, même partiellement, le réchauffement climatique, à assurer une quelconque indépendance énergétique, et à s'inscrire dans un projet démocratique. Au moment où, en Suisse aussi, les partisans de nouvelles centrales nucléaires s'agitent, comme le Parti radical qui s'est prononcé dans sens, c'est un document qui mérite d'être diffusé.

On peut lire ici où là que le nucléaire serait une option pour lutter contre le réchauffement climatique. Or l'atome ne couvre que 2% de la consommation mondiale d'énergie : une part si faible que le rapport « Facteur 4 », remis au gouvernement en octobre 2006, pointe « l'apport finalement marginal du nucléaire » dans la lutte contre l'effet de serre. (cf Le Monde, Editorial, vendredi 13 octobre 2006).

Qui plus est, de l'aveu même de l'Agence internationale de l'énergie, la part du nucléaire est en déclin irréversible : la majorité des 440 réacteurs actuellement en fonction sur Terre fermera d'ici 2030 et les éventuels nouveaux réacteurs ne compenseront pas les fermetures. Le réchauffement climatique est un vrai problème, mais il est clair que ce n'est pas le nucléaire qui le règlera, même partiellement.

Autre mythe : l'indépendance énergétique apportée par le nucléaire est en réalité très faible. En France, malgré 58 réacteurs, l'atome couvre péniblement 17% de la consommation énergétique. Certes, pour qui est conscient du risque nucléaire, c'est 17% de trop mais, en fin de compte, c'est une part très faible, trop faible pour changer la donne : la France est, comme les autres pays, frappée par l'explosion de la facture énergétique : + 24% en 2004, + 35% en 2005 et, au vu des 10 premiers mois, cela va être encore pire pour 2006. Et il faut y ajouter la très lourde facture nucléaire (déchets, démantèlement).

De plus, le 10 juillet 2006, le ministre de l'industrie François Loos (pourtant totalement pronucléaire) a annoncé que la part du nucléaire dans l'électricité française tomberait de 80% actuellement à 73% en 2015 (soit environ 15% de l'énergie consommée contre 17% actuellement). Il faut le dire et le redire : en France comme dans le monde, le nucléaire est en déclin irrémédiable et ne protégera personne du réchauffement climatique ni de la montée du prix de l'énergie.

Autre fausse vertu du nucléaire : l'emploi. La centralisation extrême des emplois dans les centrales nucléaires donne une fausse impression de masse : à production égale, les énergies renouvelables

créent 15 fois plus d'emplois. Par exemple, si l'EPR est construit, il coûtera 3,5 milliards d'euros pour créer... 300 emplois pérennes : une misère ! Faites le compte : 12 millions d'euros par emploi, une folie. De plus, la sortie du nucléaire ne pousserait personne au chômage : le temps de fermer 58 réacteurs, de les démanteler et de s'occuper des déchets radioactifs, il reste du travail pour... des millions d'années.

A l'inverse l'étude commandée en 2006 par le Réseau Sortir du nucléaire au bureau d'étude « Les 7 Vents du Cotentin » montre qu'avec la même somme, il serait possible de produire ou d'économiser deux fois plus d'énergie que l'EPR, tout en créant 10 000 emplois décentralisés sur tout le grand ouest.

Enfin, venons-en à la question démocratique. La plupart des centrales nucléaires n'ont pu être construites qu'avec l'intervention massive de compagnies de CRS. De plus, par nature, le nucléaire est exclu du contrôle citoyen : depuis 50 ans en France, les populations sont ainsi privées de leurs droits et les associatifs sont pourchassés (cf. dernièrement encore l'intervention de la DST chez un porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire »). Le nucléaire est incompatible avec un projet démocratique.

---

## **Climat : catastrophe pour l'environnement ou pour l'économie ?**

Après le film d'Al Gore, c'est un économiste social-libéral bon teint qui tire la sonnette d'alarme à propos des changements climatiques. Nicholas Stern, chef du service économique du gouvernement britannique, vient de conclure un rapport indiquant que le produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait subir une chute grave, comprise entre 5 et 20 % - équivalant à un coût de 5 500 milliards d'euros -, à cause des changements climatiques, d'ici la fin du siècle.

La lutte contre les changements climatiques serait-elle devenue consensuelle ? Non, quand on lit les approches proposées par le rapport Stern : si on ne peut qu'être d'accord avec la coopération technique, la lutte contre la déforestation et la nécessité de prévoir, déjà, l'adaptation des populations face aux mutations du climat, la principale préconisation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre réside dans les permis d'émission et la consolidation des marchés du carbone. Autrement dit, c'est un biais monétaire qui permettra encore à certains de continuer à émettre ces gaz, en échange de collaboration avec les pays en développement.

A l'heure de la conférence de Nairobi, les risques de limiter les aspects positifs du protocole de Kyoto sont très graves. Les négociations internationales ne suffiront pas à réorienter radicalement l'économie, ses transports et ses industries, pour satisfaire un objectif sur lequel les climatologues s'accordent : une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 60 % d'ici 2050.

Pierre Vanek

---

**P.-S.**

\* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°97 (16/11/2006), p. 9.